

## RELEVÉ DE DÉCISIONS DE LA SÉANCE DU 20/06/2018

*Suite à un problème d'enregistrement, la séance de Conseil Municipal du 20 juin 2018 n'a pu être retranscrite. Un relevé de décisions prises lors de ce Conseil figure ci-dessous :*

### **APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

*Lecture de l'ordre du jour par M. le Maire. Approbation.*

### **APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 AVRIL 2018**

*Pas de remarques effectuées. Approbation.*

### **COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU MAIRE (de la 2018-028 à 2018-057)**

*Des questions ont été posées sur les décisions suivantes : 2018-028, 2018-032, 2018-036 à 2018-040, 2018-052. Les réponses ont été apportées en séance.*

## **DÉLIBÉRATIONS DU 20/06/2018**

## Délibération 2018-031

### **CANDIDATURE À UN CONTRAT DÉPARTEMENTAL D'ÉQUIPEMENT 2017-2019 POUR LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE MATERNELLE EN CENTRE-VILLE**

**Rapporteur : Pascal COLLADO**

La construction d'un nouvel équipement scolaire en centre-ville représente plusieurs intérêts, à savoir : accueillir les enfants de l'ancienne école des Tilleuls, transférés provisoirement dans une école modulaire, dynamiser le quartier du centre-ville et rapprocher les fratries de l'école du Clos-des-Vignes.

La construction prévoit 4 classes maternelles et un espace périscolaire avec restauration pour un coût total de 3 869 500 euros HT.

Le Conseil Municipal a délibéré le 28 mars 2017 pour créer une autorisation de programme et de crédits de paiement pour la construction d'une nouvelle école maternelle en centre-ville. En date du 5 avril dernier, une délibération a été prise pour actualiser le montant de cette autorisation de programme et de crédits de paiement.

Afin d'assurer le financement de ce nouvel équipement scolaire, il est proposé au Conseil Municipal que la commune se porte candidate à la signature d'un contrat départemental d'équipement.

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Vu la délibération du Conseil départemental des Yvelines du 20 juin 2016 adoptant le règlement du contrat départemental d'équipement 2017-2019,

Vu les délibérations 2017-027 du 28 mars 2017 et 2018-023 autorisant et actualisant le programme et les crédits de paiement pour la construction d'une nouvelle école en centre-ville,

Vu les pièces du dossier de demande de contrat départemental d'équipement,

Considérant qu'une aide peut être sollicitée auprès du Conseil départemental des Yvelines à hauteur de 30% HT des dépenses éligibles par le Département et plafonnées à 2 000 000 euros, soit 600 000 euros HT pour un coût de construction de cette école de 3 869 500 euros HT.

**ARRETE** le programme définitif du contrat départemental d'équipement, le plan de financement et l'échéancier de réalisation figurant au tableau annexé à la présente délibération ;

**SOLLICITE** le Conseil départemental des Yvelines pour la subvention fixée par la délibération susvisée ;

**ENGAGE** la Ville :

- à réaliser les travaux selon l'échéancier prévu,

- à ne pas commencer les travaux avant la délibération du Conseil départemental,
- à maintenir la destination de l'équipement subventionné pendant au moins 10 ans,
- à présenter des opérations compatibles avec les documents d'urbanisme en vigueur,
- à demander au Conseil départemental les panneaux d'information sur sa participation au moins quatre semaines avant l'ouverture des chantiers de l'opération financée.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter le Conseil départemental pour l'attribution d'une subvention de 600 000 euros HT.

*La délibération 2018-031 est adoptée par 22 voix POUR, 2 CONTRE (Mme MALE-PORCHER Isabelle, M. MOUGENOT-PELLETIER Jordane) et 4 ABSTENTIONS (Mme LOPEZ-JOLLIVET Marie-Hélène, M. PINTO Jean-Michel, Mme LOUBRY Brigitte, M. DEMEURE Sylvain).*

## Délibération 2018-032

### **CANDIDATURE AU CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL POUR LA CONSTRUCTION D'UNE ÉCOLE MATERNELLE EN CENTRE-VILLE ET L'AMÉNAGEMENT D'UN ESPACE PUBLIC**

**Rapporteur : Pascal COLLADO**

La Ville de Vernouillet souhaite construire une nouvelle école en Centre-Ville ainsi que procéder à l'agrandissement et l'aménagement du parking du Clos-des-Vignes.

Afin d'assurer le financement de ces nouveaux équipements, il est proposé au Conseil Municipal que la commune se porte candidate à la signature d'un contrat d'aménagement régional.

Ces deux opérations correspondent aux objectifs du contrat d'aménagement régional.

Ce contrat, d'un montant de 1 000 000 euros HT a pour objet la réalisation des opérations suivantes :

- 1- La construction d'une école en centre-ville pour 700 000,00 euros HT
- 2- L'agrandissement et l'aménagement du parking du Clos-des-Vignes pour 600 000,00 euros HT.

Le montant total des travaux s'élève à 4 480 950 euros HT.

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Vu la délibération du Conseil Régional n°CP 2017-539 du 22 novembre 2017 modifiant et adoptant le règlement des contrats d'aménagement régional,

Vu les délibérations 2017-027 du 28 mars 2017 et 2018-023 autorisant et actualisant le programme et les crédits de paiement pour la construction d'une nouvelle école en centre-ville,

Vu les pièces du dossier de demande de contrat d'aménagement régional,

**ARRETE** le programme définitif du contrat d'aménagement régional, le plan de financement et l'échéancier de réalisation figurant au tableau annexé à la présente délibération ;

**ENGAGE** la Ville :

Sur le programme définitif et l'estimation de chaque opération ;

Sur le plan de financement annexé ;

Sur une participation minimale du montant total du contrat selon les dispositions légales en vigueur ;

Sur la maîtrise foncière et/ou immobilière de l'assiette des opérations du contrat ;

Sur la fourniture des éléments nécessaires à la présentation à la Commission Permanente du Conseil régional de l'ensemble des opérations prévues au contrat pour attribution de subventions dans un délai de trois ans à compter de son approbation par la Commission Permanente du Conseil régional ;

- À assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d'entretien des opérations liées au contrat ;
- À ne pas commencer les travaux avant l'approbation du contrat par la Commission Permanente du Conseil Régional et, pour chacune des opérations inscrites au programme, de la convention de de réalisation correspondant à cette opération ;

À maintenir la destination des équipements financés pendant au moins dix ans ;

À mentionner la participation de la Région Ile-de-France et d'apposer leur logotype dans toute action de communication.

**SOLLICITE** de Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, l'attribution d'une subvention de 1 000 000 euros HT conformément au règlement des contrats d'aménagement régional.

*La délibération 2018-032 est adoptée par 22 voix POUR, 2 CONTRE (Mme MALE-PORCHER Isabelle, M. MOUGENOT-PELLETIER Jordane) et 4 ABSTENTIONS (Mme LOPEZ-JOLLIVET Marie-Hélène, M. PINTO Jean-Michel, Mme LOUBRY Brigitte, M. DEMEURE Sylvain).*

## Délibération 2018-033

### TABLEAU DES EFFECTIFS - MODIFICATION

Rapporteur : Pascal COLLADO

Les évolutions de carrière et les mouvements de personnel nécessitent la mise à jour du tableau des effectifs de la ville de Vernouillet, à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Afin de permettre les avancements de grade, il est nécessaire de créer les postes, à temps complet, suivants :

#### Filière administrative

- 1 rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe (Secrétariat général) ;
- 1 adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe (Services techniques) ;
- 4 adjoints administratifs principaux de 2<sup>ème</sup> classe (Finances, Education, Centre social et CCAS).

#### Filière technique

- 2 agents de maîtrise principaux (Services techniques) ;
- 1 adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe (Services techniques) ;
- 9 adjoints techniques principaux de 2<sup>ème</sup> classe (Services techniques et secteur restauration/entretien).

#### Filière médico-sociale

- 1 puéricultrice hors classe (Petite enfance) ;
- 2 auxiliaires de puériculture principaux de 1<sup>ère</sup> classe (Multi accueil) ;
- 5 atsem principaux de 1<sup>ère</sup> classe (Secteur Atsem) ;
- 1 agent social (Multi accueil).

#### Filière animation

- 1 adjoint d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe (Secteur maternel) ;
- 1 adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe (Centre social).

Les postes libérés seront supprimés à un prochain Conseil municipal, après avis du comité technique paritaire.

La ville souhaite renforcer les effectifs du poste de police municipale de Vernouillet. Le recrutement d'un agent supplémentaire nécessite la création d'un poste, à temps complet, comme suit :

#### Filière police municipale

- 1 poste du cadre d'emploi des agents de police municipale.

La pérennisation d'un emploi aidé à la direction des ressources humaines nécessite la création d'un poste, à temps non complet, comme suit :

Filière administrative

- 1 adjoint administratif à temps non complet de 26 heures hebdomadaires.

**En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 2017-070 portant modification du tableau des effectifs,

Vu les crédits inscrits au budget, chapitre 012,

Considérer la nécessité d'adapter le tableau des effectifs,

**DECIDE** de créer au tableau des effectifs, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 :

- 1 poste de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe ;
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe ;
- 4 postes d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe ;
- 2 postes d'agent de maîtrise principal ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe ;
- 9 postes d'adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe ;
- 1 poste de puéricultrice hors classe ;
- 2 postes d'auxiliaire de puériculture principal de 1<sup>ère</sup> classe ;
- 5 postes d'atsem principal de 1<sup>ère</sup> classe ;
- 1 poste d'agent social ;
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe ;
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe.
- 1 poste du cadre d'emploi des agents de police municipale ;

Et à temps non complet, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018 :

- 1 poste d'adjoint administratif de 26 heures hebdomadaires.

-



**DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

**AUTORISE** le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

*La délibération 2018-033 est adoptée à l'unanimité.*

| FILERES                        | CATEGORIES                        | NOUVELLES DENOMINATIONS                             | Echelle  | EFFECTIFS OUVERTS       |                    |                        |                 |                | PROPOSITIONS AU CM |          |             |
|--------------------------------|-----------------------------------|---|--|-------------------------|--------------------|------------------------|-----------------|----------------|--------------------|----------|-------------|
|                                |                                   |   |  | Situation au 01/06/2018 | POSTES             |                        |                 |                | EMPLOI VACANT      | CREATION | SUPPRESSION |
|                                |                                   |   |  |                         | Dont temps complet | Dont temps non complet | Dont titulaires | Dont contractL |                    |          |             |
| EMPLOI FONCTL                  | A                                 | Directeur Général des Services                      |  | 1                       | 0                  | 0                      | 0               | 0              | 1                  | 0        | 0           |
| ADMINISTRATIVE                 | A                                 | Attaché principal                                   | A2   | 1                       | 0                  | 0                      | 0               | 0              | 1                  | 0        | 0           |
|                                | A                                 | Attaché   | A1   | 7                       | 5                  | 0                      | 4               | 1              | 2                  | 0        | 0           |
|                                | B                                 | Rédacteur Principal de 1ère classe                  | B3   | 1                       | 1                  | 0                      | 1               | 0              | 0                  | 1        | 0           |
|                                |                                   | Rédacteur Principal de 2ème classe                  | B2   | 5                       | 5                  | 0                      | 5               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | C                                 | Rédacteur   | B1   | 3                       | 3                  | 0                      | 1               | 2              | 0                  | 0        | 0           |
|                                |                                   | Adjoint administratif principal 1ère classe         | C3   | 1                       | 1                  | 0                      | 1               | 0              | 0                  | 1        | 0           |
|                                |                                   | Adjoint administratif principal 2ème classe         | C2   | 5                       | 5                  | 0                      | 5               | 0              | 0                  | 4        | 0           |
| C                              | Adjoint administratif territorial | C1  | 10   | 9                       | 1                  | 9                      | 1               | 0              | 1                  | 0        |             |
|                                | PM                                | B   | Chef de service police municipale principal de 1ère classe | B3                      | 1                  | 1                      | 0               | 1              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | C                                 | Brigadier chef principal de police municipale       | C3   | 2                       | 2                  | 0                      | 2               | 0              | 0                  | 0        |             |
| TECHNIQUE                      | C                                 | Gardien-brigadier de police municipale              | C3   | 0                       | 0                  | 0                      | 0               | 0              | 0                  | 1        | 0           |
|                                | B                                 | Technicien principal de 1ère classe                 | B3   | 1                       | 1                  | 0                      | 1               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
|                                |                                   | Technicien  | B1   | 1                       | 1                  | 0                      | 0               | 1              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | C                                 | Agent de maîtrise principal                         | C3   | 2                       | 2                  | 0                      | 2               | 0              | 0                  | 2        | 0           |
|                                |                                   | Agent de maîtrise                                   | C2   | 3                       | 3                  | 0                      | 3               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
|                                |                                   | Adjoint technique principal de 1ère classe          | C2   | 0                       | 0                  | 0                      | 0               | 0              | 0                  | 1        | 0           |
|                                |                                   | Adjoint technique principal de 2ème classe          | C2   | 2                       | 2                  | 0                      | 2               | 0              | 0                  | 9        | 0           |
| C                              | Adjoint technique territorial     | C1  | 29   | 29                      | 0                  | 24                     | 5               | 0              | 0                  | 0        |             |
| MEDICO-SOCIALE                 | A                                 | Puéricultrice hors classe                           |  | 0                       | 0                  | 0                      | 0               | 0              | 0                  | 1        | 0           |
|                                |                                   | Puéricultrice de classe supérieure                  | A2   | 1                       | 1                  | 0                      | 1               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | B                                 | Educateur principal de jeunes enfants               | B3   | 2                       | 2                  | 0                      | 2               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
|                                |                                   | Educateur de jeunes enfants                         | B2   | 1                       | 1                  | 0                      | 1               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | C                                 | Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe | C3   | 2                       | 1                  | 1                      | 2               | 0              | 0                  | 2        | 0           |
|                                |                                   | Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe | C2   | 5                       | 4                  | 1                      | 4               | 1              | 0                  | 0        | 0           |
|                                |                                   | ATSEM principal de 1ère classe                      | C3   | 2                       | 2                  | 0                      | 2               | 0              | 0                  | 5        | 0           |
| ATSEM principal de 2ème classe |                                   | C2  | 8  | 8                       | 0                  | 6                      | 2               | 0              | 0                  | 0        |             |
| C                              | Agent social territorial          | C1  | 2  | 1                       | 1                  | 0                      | 2               | 0              | 1                  | 0        |             |
| ANIMATION                      | B                                 | Animateur principal 2ème classe                     | B2   | 1                       | 1                  | 0                      | 1               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
|                                |                                   | Animateur   | B1   | 1                       | 1                  | 0                      | 0               | 1              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | C                                 | Adjoint d'animation principal de 1ère classe        |  | 0                       | 0                  | 0                      | 0               | 0              | 0                  | 1        | 0           |
|                                |                                   | Adjoint d'animation principal de 2ème classe        | C2   | 4                       | 4                  | 0                      | 4               | 0              | 0                  | 1        | 0           |
| C                              | Adjoint d'animation territorial   | C1  | 17   | 16                      | 0                  | 5                      | 11              | 1              | 0                  | 0        |             |
| CULT SP                        | B                                 | Educateur des activités physiques et sportives      | B1   | 1                       | 1                  | 0                      | 1               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
| CULT                           | B                                 | Assistant de conservation du patrimoine et des bib. | B1   | 1                       | 1                  | 0                      | 1               | 0              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | C                                 | Adjoint du patrimoine territorial                   | C1   | 2                       | 2                  | 0                      | 1               | 1              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | C                                 | Cdi loi 2012-347 du 13.03.2012                      | -  | 2                       | 0                  | 0                      | 0               | 0              | 4                  | 0        | 0           |
|                                | -                                 | Adulte relais                                       | -  | 1                       | 0                  | 0                      | 0               | 0              | 1                  | 0        | 0           |
|                                | -                                 | Apprenti  | -  | 5                       | 5                  | 0                      | 0               | 5              | 0                  | 0        | 0           |
|                                | -                                 | Assistante maternelle                               | -  | 15                      | 11                 | 0                      | 0               | 11             | 4                  | 0        | 0           |
|                                |                                   |   |  | 148                     | 132                | 4                      | 92              | 44             | 14                 | 31       | 0           |

## **Délibération 2018-034**

### **COMITÉ TECHNIQUE (CT) ET COMITÉ D'HYGIENE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) – CRÉATION D'UN CT ET D'UN CHSCT COMMUNS AVEC LE CCAS** **Rapporteur : Pascal COLLADO**

L'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 prévoit qu'un comité technique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail doivent être créés dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents.

Il peut être décidé, par délibérations concordantes, de créer un comité technique unique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail unique compétents à l'égard des agents de la collectivité et du CCAS, à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents.

L'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2018, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 170 agents, dont 165 agents pour la collectivité et 5 agents pour le CCAS, permet la création d'un comité technique et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Il est proposé la création d'un comité technique unique et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail unique compétents pour les agents de la collectivité et du CCAS.

#### **En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32, 33 et 33-1,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Considérant l'intérêt de disposer d'un comité technique unique et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail unique compétents pour l'ensemble des agents de la collectivité et du CCAS,

**CREE** un comité technique unique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail unique compétents pour les agents de la collectivité et du CCAS.

**AUTORISE** le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

*La délibération 2018-034 est adoptée à l'unanimité.*

## **Délibération 2018-035**

### **COMITÉ TECHNIQUE (CT) ET COMITÉ D'HYGIENE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT) – NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL** **Rapporteur : Pascal COLLADO**

La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 fixe les modalités de création d'un comité technique et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour les collectivités ou établissements employant au moins cinquante agents.

Le comité technique émet des avis préalables aux décisions relatives à l'organisation collective et au fonctionnement des services de la collectivité.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail émet des avis préalables aux décisions relatives à l'hygiène et la sécurité du personnel dans l'exercice de leurs fonctions.

L'organe délibérant détermine le nombre de représentants du personnel.

L'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2018, servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel, est de 170 agents, dont 165 agents pour la collectivité et 5 agents pour le CCAS, permet la création d'un comité technique et d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Le décret 85-565 du 30 mai 1985 dispose que lorsque l'effectif relevant de l'instance est au-moins égal à 50 et inférieur à 350, le nombre de représentants peut varier de 3 à 5.

Il est proposé de fixer le nombre de représentants du personnel à 3 titulaires et 3 suppléants.

Le collège des élus et le recueil de leurs avis, déterminés en 2014, sont maintenus sur la durée du mandat, soit jusqu'en 2020.

### **En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 32, 33 et 33-1,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération n° 2014-054 du 25 juin 2014,

Considérant le comité technique unique et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail unique compétents pour l'ensemble des agents de la collectivité et du CCAS,

**FIXE** le nombre de représentants du personnel à 3 membres titulaires et 3 membres suppléants.

**MAINTIENT** le collège des élus et le recueil de leurs avis.

**AUTORISE** le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

*La délibération 2018-035 est adoptée à l'unanimité.*

## Délibération 2018-036

### **REMBOURSEMENT DE FRAIS ENGAGÉS PAR UN ÉLU DANS LE CADRE D'UNE PROTECTION FONCTIONNELLE** Rapporteur : Pascal COLLADO

Par délibération n°2018-009 en date du 5 avril 2018, le Conseil municipal a attribué la protection fonctionnelle à un élu.

Cependant, cet élu avait déjà engagé des frais, s'élevant à 939,01 €, dans le cadre d'une affaire pour laquelle ce même élu sollicitait la protection fonctionnelle.

Afin de pouvoir rembourser les frais engagés par cet élu à une date antérieure à la délibération n°2018-009, le trésorier demande qu'il soit fait état de précisions supplémentaires, notamment le numéro d'enregistrement de l'affaire pour laquelle cet élu avait sollicité la protection fonctionnelle.

#### **En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu l'article L 2123-35 du CGCT,

Vu la délibération n°2018-009 en date du 5 avril 2018,

**DÉCIDE** d'accorder la protection fonctionnelle dans l'affaire enregistrée sous le n° du parquet 17345000200 de la 8<sup>e</sup> chambre correctionnelle – section 3 du Tribunal de Grande Instance de Versailles,

**DIT QUE** les frais d'avocats et de procédure relatifs à ce dossier seront pris en charge par la Ville au titre de la protection fonctionnelle,

**PRÉCISE** que les dépenses en résultant seront réglées sur les crédits ouverts au budget de la Ville au chapitre 011 - articles 6226 et 6227 – fonction 020,

**PRÉCISE** que les frais d'un montant de 939,01 € engagés par l'élu concernant cette affaire lui seront remboursés au vu des justificatifs sur les crédits ouverts au budget de la Ville au chapitre 011– articles 6226 et 6227 – fonction 020.

Mme MALE-PORCHER Isabelle et M. MOUGENOT-PELLETIER Jordane ne prennent pas part au vote.

*La délibération 2018-036 est adoptée par 22 voix POUR et 4 ABSTENTIONS (Mme LOPEZ-JOLLIVET Marie-Hélène, M. PINTO Jean-Michel, Mme LOUBRY Brigitte, M. DEMEURE Sylvain).*

## Délibération 2018-037

### TARIFS COMPLÉMENTAIRES DU CENTRE SOCIAL DES RÉSEDAS

Rapporteur : Henriette LARRIBAU-GAUFRÈS

Depuis 2016, le Centre Social des Résédas est agréé Centre Social par la CAF des Yvelines. Dans le cadre de son projet social, il met en place des actions socioéducatives en direction des familles.

Dans la continuité des week end familiaux, le Centre Social en partenariat avec le CCAS et les services sociaux du Conseil Départemental, souhaite proposer des séjours familiaux s'adressant aux familles qui ne partent pas en vacances pour des raisons socioéconomiques. Cette action est subventionnée par le Département et la Politique de la Ville.

Les tarifs proposés pour ces séjours familiaux seraient les suivants :

| Nom                       | Age              | Montant Vernouillet | Durée   |
|---------------------------|------------------|---------------------|---------|
| Vacances famille autonome | Plus 12 ans      | 50,00 €             | 7 jours |
|                           | Enfants 4-12 ans | 25,00 €             |         |
|                           | Moins 4 ans      | Gratuit             |         |

**En conséquence, le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** les tarifs complémentaires du Centre Social des Résédas conformément au tableau ci-dessus.

*La délibération 2018-037 est adoptée à l'unanimité.*

## Délibération 2018-038

### **APPROBATION DU RAPPORT D'UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE (DSU) ET DU FONDS DE SOLIDARITE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE (FSRIF) – EXERCICE 2017**

**Rapporteur : Jean-Yves DENIS**

En application des articles L1111-2 et L2351-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire d'une commune bénéficiaire au titre de l'exercice précédent de la Dotation de Solidarité Urbaine et du Fonds de solidarité de la Région Ile-de-France, présente au Conseil municipal, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport qui présente les actions entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et les conditions de leur financement.

Pour 2017, le montant du FSRIF s'est élevé à 285 545 € et celui de la DSU à 112 695 €. Un rapport présentant l'utilisation de chacune de ces dotations est annexé à la présente délibération.

**En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu l'article L.1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L.2351-16 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté 75-2017-06-14-009 de la Préfecture des Yvelines en date du 14 juin 2017 attribuant à la commune de Vernouillet la somme de 285 545 € au titre du FSRIF,

Vu la notification de la Préfecture des Yvelines en date du 30 mai 2017 attribuant à la commune de Vernouillet la somme de 112 695 € au titre de la DSU,

Considérant qu'un rapport doit être présenté au Conseil municipal, en reprenant les actions entreprises par la commune au cours de l'année 2017 afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants

**DÉCIDE** de prendre acte du rapport de Monsieur le Maire relatif aux actions menées dans l'intérêt des Vernolitaïns et de charger Monsieur le Maire de transmettre cette synthèse à Monsieur le Préfet des Yvelines et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

*La délibération 2018-038 est adoptée à l'unanimité.*



## RAPPORT D'UTILISATION DU FSRIF – Exercice 2017

Le FSRIF, créé en 1991, est un dispositif de péréquation horizontale spécifique à la Région Ile-de-France, qui permet une redistribution des richesses entre les communes de la Région.

Le FSRIF vise ainsi à améliorer les conditions de vie dans les communes urbaines supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leurs populations.

La commune de Vernouillet est bénéficiaire du fonds avec une dotation de **285 545 €** pour 2017.

Bien que cette recette ne soit pas affectée à des dépenses particulières, il est possible d'intégrer plusieurs actions rendues possibles par ce fonds.

La commune de Vernouillet apporte son soutien à la vie associative et à l'engagement citoyen qui est au cœur des enjeux d'amélioration de la cohésion sociale. Les associations y jouent une fonction majeure dans le maintien du lien social, l'animation sociale et culturelle et la promotion de la citoyenneté.

En 2017, le FSRIF a permis le financement de plusieurs opérations dont :

| Dépenses réalisées en 2017                      | Montant en €   | Part FSRIF   | Autres subventions |
|---|----------------|--------------|--------------------|
| <b>Développement associatif</b>                 |                |              |                    |
| Subvention aux associations                     | 156 500,00 €   | 50 000,00 €  |                    |
| <b>Politique éducative</b>                      |                |              |                    |
| Subvention aux écoles                           | 90 000,00 €    | 35 545,00 €  |                    |
| Construction école maternelle les Terres Rouges | 2 389 741,00 € | 200 000,00 € | 178 500,00 €       |
|   | 2 636 241,00 € | 285 545,00 € |                    |

## RAPPORT D'UTILISATION DE LA DSU – Exercice 2017

La commune de Vernouillet, bénéficiaire de la DSU (Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale) mobilise ses politiques publiques en direction d'une part des personnes les plus défavorisées et de l'éducation d'autre part.

Montant de la DSU perçue : **112 695 €**

| Dépenses réalisées en 2017                       | Montant en € | Part DSU     | Autres subventions |
|--|--------------|--------------|--------------------|
| <b>Interventions sociales</b>                    |              |              |                    |
| Subvention CCAS                                  | 247 000,00 € | 22 695,00 €  |                    |
| <b>Actions en faveur des jeunes</b>              |              |              |                    |
| Réhabilitation école primaire du Clos des Vignes | 340 000,00 € | 90 000,00 €  |                    |
|  | 587 000,00 € | 112 695,00 € |                    |

## Délibération 2018-039

### DÉCISION MODIFICATIVE N°1 Rapporteur : Jean-Yves DENIS

Il y a lieu de réajuster certaines dépenses d'investissement et de fonctionnement suite, notamment, à l'opportunité d'acheter une maison et son jardin,

De ce fait, il y a lieu de recourir à une décision modificative.

#### **En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2311-1, L2313-1 et suivants,

Vu le Budget Primitif 2018,

Vu l'avis de la commission Finances en date du 18/06/2018,

**DÉCIDE** d'adopter la décision modificative n°1 au budget communal pour l'exercice 2018

**DÉCIDE** d'inscrire les crédits nécessaires aux comptes par chapitre et opérations selon détail ci-joint et dont la balance s'établit comme suit :

|                           | Dépenses     | Recettes     |
|---------------------------|--------------|--------------|
| Section de fonctionnement | 17 710,00 €  | 17 710,00 €  |
| Section d'investissement  | 173 607,00 € | 173 607,00 € |

*La délibération 2018-039 est adoptée par 22 voix POUR, 6 CONTRE (Mme LOPEZ-JOLLIVET Marie-Hélène, M. PINTO Jean-Michel, Mme LOUBRY Brigitte, M. DEMEURE Sylvain, Mme MALE-PORCHER Isabelle, M. MOUGENOT-PELLETIER Jordane).*

| DECISION MODIFICATIVE N°1   |      |          |          |        |     |       |                   |                   |  |
|-----------------------------|------|----------|----------|--------|-----|-------|-------------------|-------------------|--|
| Section                     | Sens | Chapitre | Fonction | Nature | OP  | Gest. | DEPENSES          | RECETTES          |  |
| F                           | D    | 011      | 213      | 6067   |     | EDUC  | 1 900,00          |                   |  |
| F                           | D    | 011      | 213      | 6067   |     | EDUC  | 610,00            |                   |  |
| F                           | D    | 011      | 020      | 6226   |     | URBA  | 13 800,00         |                   |  |
| F                           | D    | 011      | 020      | 6226   |     | DGS   | 25 940,00         |                   |  |
| F                           | D    | 022      |          |        |     |       | -24 540,00        |                   |  |
| F                           | R    | 70       | 020      | 70875  |     | FINA  |                   | 15 200,00         |  |
| F                           | R    | 74       | 213      | 7473   |     | FINA  |                   | 1 900,00          |  |
| F                           | R    | 74       | 213      | 7473   |     | FINA  |                   | 610,00            |  |
| <b>Total fonctionnement</b> |      |          |          |        |     |       | <b>17 710,00</b>  | <b>17 710,00</b>  |  |
| I                           | R    | 16       | 01       | 1641   | ONA | FINA  |                   | 173 607,00        |  |
| I                           | R    |          |          |        |     |       |                   |                   |  |
| I                           | R    |          |          |        |     |       |                   |                   |  |
| I                           | D    | 21       | 020      | 2115   | ONA | URBA  | 265 700,00        |                   |  |
| I                           | D    | 21       | 213      | 2118   | 966 | FINA  | 7 907,00          |                   |  |
| I                           | D    | 020      |          |        |     |       | -100 000,00       |                   |  |
| <b>Total investissement</b> |      |          |          |        |     |       | <b>173 607,00</b> | <b>173 607,00</b> |  |

Vue d'ensemble :

|                                      |                                  | DEPENSES                  | BP 2018<br>+RAR      | DM1 2018          | BG 2018              |                                      |                            | RECETTES     | BP 2018<br>+RAR      | DM1 2018          | BG 2018              |
|--------------------------------------|----------------------------------|---------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------------|--------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| F<br>O<br>N<br>C<br>T                | Chap. 011                        | Frais généraux            | 2 359 937,97         | 42 250,00         | 2 402 187,97         | Chap. 013                            | Atténuations de charges    | 150 601,00   |                      |                   | 150 601,00           |
|                                      | Chap. 012                        | Frais de personnel        | 6 371 744,64         |                   | 6 371 744,64         | Chap. 70                             | Produits des services      | 1 092 895,00 | 15 200,00            |                   | 1 108 095,00         |
|                                      | Chap. 014                        | Atténuations de produits  | 458 950,00           |                   | 458 950,00           | Chap. 73                             | Fiscalité                  | 7 507 633,00 |                      |                   | 7 507 633,00         |
|                                      | Chap. 65                         | Autres charges            | 538 503,96           |                   | 538 503,96           | Chap. 74                             | Dotations, subventions     | 2 369 503,14 | 2 510,00             |                   | 2 372 013,14         |
|                                      | Chap. 66                         | Frais financiers          | 155 900,00           |                   | 155 900,00           | Chap. 75                             | Autres produits            | 93 400,00    |                      |                   | 93 400,00            |
|                                      | Chap. 67                         | Charges exceptionnelles   | 130 000,00           |                   | 130 000,00           | Chap. 76                             | Produits financiers        |              |                      |                   |                      |
|                                      | Chap. 68                         | Provisions                | 438 733,00           |                   | 438 733,00           | Chap. 77                             | Produits exceptionnels     |              |                      |                   |                      |
|                                      | Chap. 022                        | Dépenses imprévues        | 200 000,00           | -24 540,00        | 175 460,00           | Chap. 78                             | reprise de provisions      | 30 000,00    |                      |                   | 30 000,00            |
|                                      | Chap. 042                        | Dotations amortiss.       | 460 000,00           |                   | 460 000,00           | Art. 002                             | Résultat fonct. reporté    | 550 248,10   |                      |                   | 550 248,10           |
|                                      | Chap. 042                        | Plus values cessions      |                      |                   |                      | Chap. 042                            | Travaux en régie           |              |                      |                   |                      |
|                                      | Chap. 042                        | Sorties d'actif           |                      |                   |                      | Chap. 042                            | Moins values cessions      |              |                      |                   |                      |
|                                      | Art. 023                         | Autof. complémentaire     | 696 000,00           |                   | 696 000,00           | Chap. 042                            | Subv. invt virées en fonct | 15 489,33    |                      |                   | 15 489,33            |
| <b>Total dépenses fonctionnement</b> |                                  |                           | <b>11 809 769,57</b> | <b>17 710,00</b>  | <b>11 827 479,57</b> | <b>Total recettes fonctionnement</b> |                            |              | <b>11 809 769,57</b> | <b>17 710,00</b>  | <b>11 827 479,57</b> |
| I<br>N<br>V<br>E<br>S<br>T           | Chap. 040                        | Amort. subv invt reçues   | 15 489,33            |                   | 15 489,33            | Art. 021                             | Autof. complémt.           | 696 000,00   |                      |                   | 696 000,00           |
|                                      | Chap. 040                        | Moins values cessions     |                      |                   |                      | Chap. 040                            | Amortissements             | 460 000,00   |                      |                   | 460 000,00           |
|                                      | Chap. 040                        | Travaux en régie          |                      |                   |                      | Chap. 040                            | Plus values cessions       |              |                      |                   |                      |
|                                      | Chap. 041                        | Opérations patrimoniales  | 200 000,00           |                   | 200 000,00           | Chap. 040                            | Sorties d'actif            |              |                      |                   |                      |
|                                      | Chap. 020                        | Dépenses imprévues        | 100 000,00           | -100 000,00       |                      | Chap. 041                            | Opérations patrimoniales   | 200 000,00   |                      |                   | 200 000,00           |
|                                      | Chap. 10                         | Rembt fonds divers        |                      |                   |                      | Chap. 024                            | Produits de cession        | 370 000,00   |                      |                   | 370 000,00           |
|                                      | Chap. 204                        | Subv. d'équipement        | 395 830,35           |                   | 395 830,35           | Chap. 10                             | Réserves                   | 390 000,00   |                      |                   | 390 000,00           |
|                                      | Chap. 20                         | Immob. incorporelles      | 50 229,60            |                   | 50 229,60            | Chap. 10                             | excédents capitalisés      | 1 000 000,00 |                      |                   | 1 000 000,00         |
|                                      | Chap. 21                         | Immob. corporelles        | 4 895 735,04         | 273 607,00        | 5 169 342,04         | Chap. 13                             | Subventions                | 768 000,00   |                      |                   | 768 000,00           |
|                                      | Chap. 23                         | Travaux                   |                      |                   |                      | Chap. 20-23                          | Rembt avances              |              |                      |                   |                      |
|                                      | Chap. 26                         | Immob. financières        |                      |                   |                      | Chap. 27                             | Autres immob. financières  |              |                      |                   |                      |
|                                      | Chap. 27                         | Autres immob. financières |                      |                   |                      | Chap. 4582x                          | Travaux pour compte tiers  |              |                      |                   |                      |
| Chap. 4581x                          | Travaux pour compte tiers<br>RAR |                           |                      |                   | RAR                  |                                      |                            |              |                      |                   |                      |
| Chap. 16                             | Capital de la dette              | 667 500,00                |                      | 667 500,00        | Chap. 16             | Emprunts et avances                  | 1 745 000,00               | 173 607,00   |                      | 1 918 607,00      |                      |
| Art. 001                             | Dépôts et cautionnement          |                           |                      |                   | Art. 001             | Dépôts et cautionnement              | 300,00                     |              |                      | 300,00            |                      |
| Art. 001                             | Solde d'exécution                |                           |                      |                   | Art. 001             | Solde d'exécution                    | 695 484,32                 |              |                      | 695 484,32        |                      |
| <b>Total dépenses investissement</b> |                                  |                           | <b>6 324 784,32</b>  | <b>173 607,00</b> | <b>6 498 391,32</b>  | <b>Total recettes investissement</b> |                            |              | <b>6 324 784,32</b>  | <b>173 607,00</b> | <b>6 498 391,32</b>  |
| <b>TOTAL</b>                         | <b>DEPENSES</b>                  |                           | <b>18 134 553,89</b> | <b>191 317,00</b> | <b>18 325 870,89</b> | <b>TOTAL</b>                         | <b>RECETTES</b>            |              | <b>18 134 553,89</b> | <b>191 317,00</b> | <b>18 325 870,89</b> |

## Délibération 2018-040

### **GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À OSICA DANS LE CADRE DU PROJET DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU PARC SOCIAL PUBLIC COMPOSÉ DE 213 LOGEMENTS SITUÉS DANS LA RÉSIDENCE LE PARC, ALLÉES DES CAPUCINES, DES GENÊTS, DES RÉSÉDAS ET DES PIVOINES À VERNOUILLET**

**Rapporteur : Jean-Yves DENIS**

OSICA a sollicité la garantie de la commune pour un emprunt N°72999 réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations afin de procéder aux travaux de réhabilitation du Parc social public situé à Vernouillet, pour un montant total de 7 235 218 euros.

Ces travaux ont fait l'objet de déclarations préalables :

- DP n° 07864315y0055 portant sur la réhabilitation des bâtiments Capucines, Dahlias, Genêts et Pivoines.
- DP n°07864315Y0056 portant sur la réhabilitation du bâtiment Résédas.
- 

**En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu la demande formulée par OSICA et tendant à garantir les emprunts effectués dans le cadre du projet de travaux de réhabilitation du Parc social public à VERNOUILLET,

Vu les présentes garanties sollicitées dans les conditions fixées ci-dessous,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Vu le contrat de prêt n° U057929 en annexe signé entre OSICA SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations,

#### **DELIBÈRE :**

**Article 1 :** L'assemblée délibérante de la commune de Vernouillet accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 7 235 218,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n° 72999, constitué de deux lignes de prêt, un PAM eco-prêt pour un montant de 2 368 000 € et un PAM pour un montant de 4 867 218 € selon les critères définis ci-dessous.

| Offre CDC                                      |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|
| Caractéristiques de la Ligne du Prêt           | PAM                                      | PAM  |  |  |
| Enveloppe                                      | Eco-prêt                                 | -  |  |  |
| Identifiant de la Ligne du Prêt                | 5206235                                  | 5206234                                      |  |  |
| Montant de la Ligne du Prêt                    | 2 368 000 €                              | 4 867 218 €                                  |  |  |
| Commission d'instruction                       | 0 €                                      | 0 €  |  |  |
| Durée de la période                            | Annuelle                                 | Annuelle                                     |  |  |
| Taux de période                                | 0,5 %                                    | 1,71 %                                       |  |  |
| TEG de la Ligne du Prêt                        | 0,5 %                                    | 1,71 %                                       |  |  |
| <b>Phase d'amortissement</b>                   |  |  |  |  |
| Durée du différé d'amortissement               | 24 mois                                  | 24 mois                                      |  |  |
| Durée  | 25 ans                                   | 25 ans                                       |  |  |
| Index  | Livret A                                 | Inflation                                    |  |  |
| Marge fixe sur index                           | - 0,25 %                                 | 1,01 %                                       |  |  |
| Taux d'intérêt <sup>1</sup>                    | 0,5 %                                    | 1,71 %                                       |  |  |
| Périodicité                                    | Annuelle                                 | Annuelle                                     |  |  |
| Profil d'amortissement                         | Amortissement déduit (intérêts différés) | Amortissement déduit (intérêts prioritaires) |  |  |
| Condition de remboursement anticipé volontaire | Indemnité actuarielle                    | Indemnité actuarielle                        |  |  |
| Modalité de révision                           | DL                                       | SR   |  |  |
| Taux de progressivité des échéances            | 0 %                                      | 0 %  |  |  |
| Taux plancher de progressivité des échéances   | 0 %                                      | -  |  |  |
| Mode de calcul des intérêts                    | Equivalent                               | Equivalent                                   |  |  |
| Base de calcul des intérêts                    | 30 / 360                                 | 30 / 360                                     |  |  |

<sup>1</sup> Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3 :** Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

*La délibération 2018-040 est adoptée à l'unanimité.*

## **Délibération 2018-041**

### **MODIFICATION DES MODALITÉS DE FACTURATION DES ACCUEILS PÉRI ET EXTRASCOLAIRES À PARTIR DE LA RENTRÉE SCOLAIRE 2018-2019**

**Rapporteur : Jean-Yves DENIS**

Afin de procéder aux inscriptions concernant les différentes activités périscolaires et extrascolaires à compter de la rentrée scolaire 2018/2019, le conseil municipal doit se prononcer sur les modalités de facturation.

#### **Majoration sur réservations :**

Conformément au règlement intérieur des inscriptions aux activités périscolaires et extrascolaires remis aux familles lors de l'inscription aux activités pendant les vacances scolaires, toutes les réservations ou annulations doivent être faites selon les délais suivants :

- Pour les vacances scolaires : 10 jours avant le début de chaque période,
- Pour les temps scolaires : l'avant-veille avant 14 heures hors week-end et jours fériés.

Il est proposé d'appliquer, comme sur les vacances scolaires, une majoration de 20% sur les tarifs d'accueil au centre de loisirs du mercredi pour toutes réservations faites en dehors des délais mentionnés ci-dessus.

#### **Frais d'impayés :**

Le recouvrement des titres est de la compétence exclusive du comptable public, il est habilité à mettre en œuvre, dans les conditions fixées par le législateur, toutes les voies de droit, et notamment les procédures civiles d'exécution, pour en obtenir le recouvrement effectif. L'ordonnateur est largement associé aux poursuites engagées par le comptable dans la mesure où, en application de l'article R. 241-4 du Code des communes, chaque acte de poursuites à partir du commandement de payer est autorisé par l'ordonnateur. Ainsi, des procédures telles que la saisie attribution, la saisie des rémunérations ou la saisie vente pourront être autorisées par l'ordonnateur aux fins d'éviter l'admission en non-valeur.

Aussi il est proposé de supprimer les frais de majoration de 10% appliqués sur le montant des factures restant dues et d'autoriser le trésorier à poursuivre les débiteurs dans les conditions fixées par le législateur.

**En conséquence, le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE** d'appliquer ces modalités de facturation à compter de la rentrée scolaire de 2018/2019.

*La délibération 2018-041 est adoptée par 26 voix POUR et 2 ABSTENTIONS (Mme MALE-PORCHER Isabelle, M. MOUGENOT-PELLETIER Jordane).*



## **Délibération 2018-042**

### **CONVENTION CENTRE DE LOISIRS SNCF Rapporteur : Marie PÉRESSE**

En raison du faible nombre de réservations, les accueils de loisirs maternel et élémentaire sont fermés chaque année durant deux semaines au mois d'août.

Afin de maintenir un service d'accueil pendant la période de fermeture, prévue cette année du 6 au 17 août inclus, la municipalité signe une convention avec le Comité d'Etablissement SNCF, 6 bis rue Bernard Buffet, 75017 PARIS, pour l'accueil des enfants de Vernouillet sur le centre de loisirs SNCF à Verneuil sur Seine.

La prise en charge par la municipalité de cet accueil s'effectue à hauteur de 28,50 € par jour et par enfant, sur une base de 20 enfants maximum par jour, auxquels s'ajoutent les frais pour les sorties exceptionnelles.

Il est proposé de signer ladite convention avec le Comité d'Etablissement SNCF, 6 bis rue Bernard Buffet, 75017 PARIS.

#### **En conséquence, le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2015-080 du 26 novembre 2015 relative à la délégation des attributions du Conseil Municipal au Maire,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention avec le Comité d'Etablissement SNCF, 6 bis rue Bernard Buffet, 75017 PARIS.

*La délibération 2018-042 est adoptée à l'unanimité.*

## Délibération 2018-043

### **ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LE MARCHÉ DE TRANSPORTS OCCASIONNELS**

**Rapporteur : Marie PÉRESSE**

Le marché de transports occasionnels arrive à échéance au 31 août 2018 et il convient de la renouveler.

La commune d'Orgeval a constitué un groupement de commandes pour l'organisation de transports occasionnels afin de permettre aux acheteurs soumis aux dispositions du Code des marchés publics d'optimiser la concurrence et les prix.

Il est proposé que la commune de Vernouillet adhère à ce groupement de commande pour le transport occasionnel des élèves des écoles primaires (gymnases, piscine, base nautique) et pour le transport des sorties organisées par les accueils de loisirs enfance et jeunesse et par le centre social.

En qualité d'adhérente au groupement de commandes, la commune de Vernouillet est tenue de participer à des frais de fonctionnement de 250 € pour le premier marché passé.

#### **En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1414-2 et 1414-3,

Vu le Code des marchés publics,

Vu le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015,

Vu l'intérêt pour la commune de Vernouillet d'adhérer au groupement de commande pour le marché de transport occasionnel dans le but d'optimiser la concurrence et les prix,

**ACCEPTE** d'adhérer au groupement de commandes pour le marché de transports occasionnels,

**PREND ACTE** que la commune d'Orgeval est désignée coordonnateur du groupement de commande pour le marché de transports occasionnels,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte constitutif du groupement de commandes pour le marché de service de transports occasionnels,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à régler les sommes liées au frais de fonctionnement du coordonnateur.

*La délibération 2018-043 est adoptée à l'unanimité.*

## **Délibération 2018-044**

### **DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU DISPOSITIF EPS COLLÈGE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**Rapporteur : Laurent BAIVEL**

Par délibération en date du 19 juin 2015, le Conseil départemental des Yvelines engage 5 millions d'euros par an sur la période 2015/2021 au titre du programme de soutien aux communes et groupements de communes en termes d'équipements sportifs nécessaires à la pratique de l'EPS aux collèges.

Vu la nécessité de réhabiliter le Gymnase De Dieuleveult utilisé par le Collège Émile Zola et diverses associations et étant entendu que le Conseil départemental peut apporter une aide financière sous la forme d'une subvention, la ville a décidé de présenter le dossier auprès du Conseil départemental

Afin de pouvoir présenter ce dossier, le Conseil municipal doit adopter l'opération de rénovation et autoriser Monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition à titre gracieux auprès du collège.

Le détail de l'opération de la réhabilitation du gymnase De Dieuleveult est le suivant :

- Remplacement du sol du terrain multisports ;
- Mise en peinture du gymnase ;
- Réfection de la toiture ;
- Ravalement extérieur.

L'opération sera financée par le budget général de la Ville, le Conseil régional et par une subvention du Département représentant 30% du montant des travaux avec un montant de subvention plafonné à 300 000 € sur un budget total de 200 209 € HT.

**En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**ADOPTE** l'opération proposée et sa modalité de financement ;

**AUTORISE** le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

*La délibération 2018-044 est adoptée à l'unanimité.*

## **Délibération 2018-045**

### **AVENANT N° 1 À LA CONVENTION D'ACTION FONCIÈRE DU 23 JUILLET 2015 POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET URBAIN – SECTEUR CENTRE-VILLE**

**Rapporteur : Julien GRIMLER**

Une convention d'intervention foncière entre la Commune de Vernouillet et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France a été signée le 23 juillet 2015 pour une durée de 3 ans en vue de la réalisation d'un projet urbain sur un périmètre défini par délibération du conseil municipal du 26 novembre 2014.

Le projet d'avenant ci-annexé prolonge ladite convention d'une année, soit jusqu'au 30 juin 2019.

**En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n° 2006-1141 du 13 septembre 2006 modifié portant création de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France ;

Vu la délibération n°2014-098 du 26 novembre 2014 relative à l'instauration d'un périmètre d'étude en centre-ville ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2015-042 du 25 juin 2015 approuvant la convention d'action foncière pour la réalisation d'un projet urbain sur le secteur du centre-ville ;

Vu la convention signée le 23 juillet 2015 signée entre la Commune de Vernouillet et l'EPFIF ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 de la convention signée le 23 juillet 2015 sur le secteur du centre-ville.

*La délibération 218-045 est adoptée à l'unanimité.*

## Délibération 2018-046

### CONVENTION CGET

Rapporteur : Henriette LARRIBAU-GAUFRES

La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de janvier 2015 a défini les nouveaux quartiers dits « prioritaires » de la ville. Il s'agit de tendre vers plus d'égalité des territoires et d'améliorer les conditions de vie sociale des habitants. Le critère retenu pour identifier les nouveaux quartiers prioritaires est celui de la concentration de population à bas revenus sur un territoire urbain. C'est ainsi que 1 300 nouveaux quartiers prioritaires ont été identifiés sur le territoire métropolitain. En Île-de-France, ils sont au nombre de 272.

Le quartier du Parc de Vernouillet a intégré cette nouvelle géographie prioritaire le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Dans le cadre de la politique de la ville, le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, se propose d'apporter une contribution financière de 27 000 €, sur l'année 2018, pour des actions menées par le Centre social des Résédas, à savoir :

- Ateliers sociolinguistiques adultes pour 5 000€
- Aide aux projets de vie de familiale pour 4 000 €
- Animations temps parents / enfants pour 3 000 €
- Accompagnement vers l'autonomie des 18/25 ans 15 000 €

En conséquence, le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la Convention en annexe proposée par le CGET.

*La délibération 2018-046 est adoptée à l'unanimité.*